

L'insurrection, seule façon de faire entendre raison aux technocrates européistes, mondialistes, multiculturalistes et islamo-collabos ?

écrit par Christine Tasin | 27 novembre 2012



Il semble bien que nos élites autistes, en France et dans d'autres pays d'Europe, aient généré un état de révolte qui travaille en profondeur le peuple et lui donne la tentation d'appliquer l'article 35 de la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen de 1793 : *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*

Quelques évènements pris au hasard : à Hellemmes, c'est la population qui se [révolte](#) contre la priorité de logement accordée aux familles roms, dans une ville qui compte un taux de chômeurs et de mal logés considérables en attente de solutions. Alors la révolte de la population contre ce qui apparaît comme la préférence étrangère est légitime, mais,

surtout, spontanée. Ce sont de simples citoyens qui disent au maire socialiste qu'il les a trahis, et qu'il doit respecter les règles, ne pas faire de préférence étrangère et ne pas user de discrimination positive, ce qui revient à discriminer, a contrario, les habitants d'Hellemmes. Alors comment s'étonner des crachats, des insultes et de la tentation d'en venir aux mains avec le maire ?

A Erstein, ce sont [les habitants en](#) colère qui ont réussi à faire capoter le projet de mosquée imposé par le maire au lieu du commerce annoncé et attendu. On s'interrogera au passage sur les nouvelles féodalités qui s'imposent en France. Comment un seul homme peut-il convaincre, malgré l'évidence, l'ensemble du Conseil municipal de voter des projets aussi contraires au bien commun qu'une mosquée en face de deux écoles dans une ville manquant de commerces mais contenant déjà deux salles spécifiquement réservées aux musulmans ?

A Villeneuve d'Ascq, c'est le maire qui prend la tête d'une [révolte](#) populaire contre le campement Rom qui génère une insécurité permanente sur le campus et le voisinage. Le Maire en personne réclame un traitement plus musclé pour enseigner à une certaine population le [respect](#) d'autrui.

A Bruxelles, ce sont les producteurs de lait en colère qui sont venus, avec leurs tracteurs, de toute l'Europe, [déverser](#) devant le Parlement européen le lait qui leur coûte plus qu'il ne rapporte. Ils ont bien compris, eux, ce que Bruxelles, avec la complicité de nos gouvernements, veut.

D'un côté, Bruxelles veut voir disparaître tous les "petits" au profit des grandes exploitations capables de se livrer à une concurrence mondiale effrénée, sans se soucier le moins du monde de l'emploi, de la santé publique et des conditions d'élevage des animaux. Bruxelles veut, encore, obliger les Etats à une rigueur budgétaire telle qu'ils n'auront plus d'autre choix que de faire baisser salaires, protection sociale et retraites afin de produire travailleurs et

consommateurs obéissants.

D'un autre côté, Bruxelles veut obliger les Etats européens à accueillir tous les damnés de la terre au nom d'une prétendue solidarité avec les pays pauvres et au nom d'un prétendu besoin de main d'œuvre (en période de fort chômage et de crise grave...). Bruxelles interdit, de fait, à la France et aux autres pays européens de surveiller leurs frontières, de renvoyer les migrants clandestins et envoie ainsi un formidable appel d'air à tous ceux qui cherchent un monde meilleur. Peu importe que l'immigration coûte 70 milliards par an à la France. Peu importe que le renvoi des Roms [coûte](#) à la France 250 millions par an. Peu importe que ce renvoi, jugé illégal par Bruxelles au nom de la "Charte européenne des droits fondamentaux" soit de plus en plus difficile à mettre en œuvre et conduise à des situations invivables et injustes pour les Français et immigrés légaux de notre pays, comme ceux de Hellemmes ou de Villeneuve d'Ascq.

Bruxelles le veut. Hollande le fait, avec son âme damnée, Duflot, qui [loge](#), aux frais de la princesse, les clandestins dans des hôtels à 150 euros la nuit mais ferme les centres d'accueil pour SDF français...

Quelle autre solution nous reste-t-il que la révolte populaire ?

Christine Tasin